



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES COTES D'ARMOR

Direction départementale  
de la protection  
des populations

**ARRETE MODIFICATIF**  
**portant autorisation d'une installation classée**  
**pour la protection de l'environnement**

Service prévention  
des risques  
environnementaux  
N° IC°2003/3815  
MTB

**Le Préfet des Côtes d'Armor**  
**Officier de la Légion d'honneur**

- VU le Code de l'Environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du Code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 31 mai 2001, modifié, autorisant l'E.A.R.L. DE BERNOUE (Madame CUVEN Bernadette) à exploiter sur le site « **Bernoué** » à SAINT-CONNEC (section ZA n° 8), un élevage porcin dont la capacité maximale est de 1 450 places animaux équivalents (PAE) répartis comme suit : 1 450 places engraissement ;
- VU la demande de changement de statut du 24 septembre 2003 relatif à la transformation du GAEC CASTEL ER MOR en EARL DE BEAUSEJOUR ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 modifié fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU le récépissé de déclaration du 09 mai 2007 autorisant Monsieur MORICE Claude à exploiter un élevage porcin de 320 pl. engraissement sur le site « Le Cosquer » à SAINT CONNec ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009 modifié établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU les accords de la Commission Départementale de l'Agriculture d'Orientation du 25 août 2009 , du 15 octobre 2009 pour la reprise de terres (total de 50, 38 ha et la reprise de l'installation de Monsieur MORICE ;

VU la demande de changement d'exploitant du 14 avril 2011, par laquelle l'EARL DE BEAUSEJOUR, sise 2, rue Beauséjour à SAINT CARADEC fait connaître qu'elle exploite l'élevage porcin de 320 pl. engraissement de Monsieur MORICE Claude ;

VU la demande présentée le 14 juin 2011 par l'installation classée « **E.A.R.L. DE BEAUSEJOUR (CUVEN)** », sise « 2 rue Beauséjour » à SAINT CARADEC, en vue de la restructuration externe et interne d'un élevage porcin précédemment autorisé en 2 ateliers distincts sur des sites séparés (**Louarc'h**, exploité par EARL DE BEAUSEJOUR et **Bernoué**, exploité par Mme Bernadette CUVEN), soit un projet total de 3 021 places animaux équivalents (**Louarc'h** 70 pl. maternité, 231 pl. gestantes-verraterie, 800 pl. post-sevrage, 360 pl. engraissement, 30 pl. quarantaine-infirmerie - **Bernoué** 1 568 pl. engraissement), avec mise à jour du plan d'épandage (terres en propre) ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, du 12 octobre 2012 ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 26 octobre 2012 ;

**CONSIDERANT** que la demande présentée prévoit des mesures compensatrices permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que les installations sont dûment autorisées et/ou déclarées au titre des installations classées ;

**CONSIDERANT** que le projet de restructuration entraîne une réduction de la production globale d'azote de 2 728 unités d'azote standard ;

**CONSIDERANT** que le projet vise :

- à devenir naisseur engraisseur total ;
- à épandre l'ensemble des effluents sur terres en propre ;
- à mettre l'installation aux normes « bien être » ;

**CONSIDERANT** que le projet de valorisation des effluents et de fertilisation présenté montre que l'exploitant est en capacité de respecter l'équilibre de la fertilisation compte tenu des assolements et des rotations proposés ;

**CONSIDERANT** que la règle applicable en matière de phosphore est respectée (hors 3B1) ;

**CONSIDERANT** que le dossier présenté n'apporte pas de modification substantielle au dossier approuvé par l'arrêté du 31 mai 2001 ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

**- A R R E T E -**

**ARTICLE 1 -**

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 31 mai 2001, modifié, sont modifiées par les dispositions suivantes :

« 1.1. - L'EARL DE BEAUSEJOUR, sise à SAINT-CARADEC - 2, rue de Beau séjour est autorisée à exploiter à SAINT-CONNEC au lieu dit « Bernoué » (section ZA n° 8), à moins de 35 mètres d'un forage, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 1 568 places pour animaux équivalent (PAE) réparties comme suit : 1 568 places engraissement (1 568 PAE).

1.2. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2102 - 1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en vigueur ainsi que les prescriptions ci-dessous. »

## **ARTICLE 2 - Prescriptions particulières**

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 31 mai 2001, modifié, sont modifiées par les dispositions suivantes :

« 2.1. - Effectifs :

2.1.1. - L'effectif porcin maximum en présence simultanée ne devra pas dépasser 1 568 porcs charcutiers de plus de 30 kg.

2.1.2 - La production annuelle de porcs charcutiers ne devra pas dépasser 4 880 animaux. Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique).

2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.2. - Alimentation biphasé :

2.2.1. - L'alimentation biphasé déjà mise en place sera maintenue.

2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

2.3. - Sécurité :

2.3.1. - Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2.3.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.



- 2.3.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.
- 2.3.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.
- 2.3.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m<sup>3</sup> équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m<sup>2</sup> au moins, conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.
- 2.4. - Résorption
- 2.4.1. La résorption prise en compte par l'exploitation sera de 2 684 unités d'azote par alimentation biphase, 593 unités d'azote par prélèvement restructuration et de 2 135 unités d'azote par cessation. »

### **ARTICLE 3 - Prescriptions particulières relatives aux puits et forages existants :**

Le forage existant sur la parcelle n°8 devra répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables aux puits et forages et notamment :

- un prélèvement d'eau provenant de cet ou ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;
- la protection en tête du forage doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant les buses et margelles;
- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage ;
- l'installation sera munie d'un dispositif de comptage ;
- une surface de l'ordre de 5 m x 5 m sera neutralisée de toutes activités ou stockages et exempte de toutes sources de pollution.
- le forage ne doit pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers) ou à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires) ;
- l'interconnexion avec le réseau public est interdite ;
- l'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.

A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, l'ouvrage sera abandonné. Il sera comblé par des

techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 4 -**

Le présent arrêté abroge et remplace la décision préfectorale du 27 juillet 2004 et le récépissé de déclaration du 09 mai 2007.

#### **ARTICLE 5 -**

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

#### **ARTICLE 6 -**

Une copie du présent arrêté sera

- déposée à la mairie de SAINT CONNEC pour y être consultée ,
- affichée à la mairie de SAINT CONNEC pendant une durée minimum d'un mois.
- affichée en permanence de façon visible ,par les soins de l'exploitant, sur le site de l'exploitation,
- mise en ligne sur le site [WWW.cotes-darmor.gouv.fr](http://WWW.cotes-darmor.gouv.fr) rubrique « Les actions de l'Etat »- « Environnement et prévention des risques »-« installations classées ».

#### **ARTICLE 7 -**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX) :

dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;


dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans un délai de 6 mois après la publication ou l'affichage de la décision, le délai est prolongé de 6 mois.

#### ARTICLE 8 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Sous-Préfet de GUINGAMP, le Maire de SAINT CONNEC et le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au pétitionnaire pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police

SAINT-BRIEUC, le 26 NOV. 2012

LE PREFET,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Gérard DEROUIN